



Appel du Xe congrès de la CGT Éduc'action 21 mai 2021

Après deux reports successifs, le congrès de la CGT Éduc'action s'est finalement tenu du 18 au 21 mai 2021, en visio-conférence après plus d'un an de contexte épidémique pesant sur notre quotidien et sur les luttes.

Nous commençons ce congrès dans un contexte international des plus inquiétants marqué par une répression toujours plus violente contre les mobilisations de la population, comme récemment en Colombie, en Algérie, en Birmanie, en Russie, au Sénégal, en Turquie et ailleurs dans le monde.

Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple palestinien, victime depuis des décennies d'un système colonial violent, et qui subit depuis 10 jours des attaques meurtrières sans précédent de l'État d'Israël, et apportons notre soutien à la grève générale des travailleurs et des travailleuses palestinien·nes du 18 mai 2021. Enfin, nous continuons à réclamer le retrait des troupes françaises en Afrique, responsables de 19 morts civils en janvier au Mali, et de dénoncer le soutien politique et militaire de notre État aux dictatures en Afrique. Nos impôts doivent servir au service public et non à financer une politique néocoloniale.

En France, depuis 2017, Emmanuel Macron poursuit une politique au service des classes dominantes contre le monde du travail, les plus précaires, les discriminé·es sur un ton de profond mépris. Sur le plan économique, des mesures les plus symboliques comme la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF) à la réforme régressive de l'assurance chômage, nous subissons de plein fouet une politique d'austérité alliée à une idéologie de la mise en concurrence généralisée. À la faveur de la crise du Covid-19, le gouvernement a utilisé la stratégie du choc pour imposer des mesures antisociales conduisant à l'accroissement des inégalités : d'un côté l'explosion des dividendes des capitalistes, de l'autre l'aggravation de la pauvreté, de la précarité et du chômage.

Nous subissons également sa pratique brutale et autoritaire du pouvoir, la répression policière, la criminalisation des militant·es, l'état d'urgence permanent et l'accentuation de l'arsenal répressif comme en témoigne la loi dite « sécurité globale ». Pendant ce temps, les thématiques et les exigences de l'extrême-droite, racistes et réactionnaires, sont parvenues à se diffuser au plus haut niveau de l'État et du débat politique. En attestent les attaques contre l'Observatoire de la laïcité, contre l'écriture inclusive, la tentative de dissolution de l'Unef sous prétexte d'organisation de réunions non-mixtes, la loi « confortant le respect des principes de la république et de lutte contre le séparatisme », la politique migratoire répressive à l'encontre des réfugié·es. La CGT Éduc'action appelle à participer massivement aux manifestations organisées partout en France le 12 juin contre les idées d'extrême-droite et pour les libertés.

L'Éducation n'est pas épargnée. Les contre-réformes de la voie professionnelle et du lycée général et technologique, du baccalauréat et de l'accès à l'université, la mise au pas des enseignant·es en maternelle et élémentaire, les entraves aux libertés pédagogiques, la casse prévue de l'Éducation Prioritaire organisent le tri social et la mise en concurrence des élèves et des personnels sur fond de réduction de moyens. L'intensification des pressions hiérarchiques s'ajoute à la perte de sens de nos métiers. Le recours à des personnels précaires s'accroît. La crise sanitaire a mis en évidence les carences d'un service public d'Éducation déjà attaqué depuis des années.

Ces régressions ne doivent faire oublier la forte mobilisation ayant mis en échec – au moins temporairement – la réforme des retraites. Dans de nombreux secteurs comme la métallurgie, la santé, l'énergie, la culture..., des luttes ont lieu pour la défense et l'augmentation des emplois, pour les salaires, contre la dégradation des conditions de travail, contre la réforme de l'assurance chômage...

Dans l'Éducation nationale, la forte mobilisation de 2019 contre les lois Blanquer, contre les réformes des lycées et du baccalauréat puis les mobilisations des AED et des AESH de cette année sont aussi des signes de nos capacités de résistance.

Malgré un épisode épidémique qui a rendu difficile la structuration du mouvement social, la CGT Educ'action a toujours été au combat comme, par exemple, contre les suppressions de postes et de classes. Elle construit la résistance au plus près du terrain dans les services, les écoles et les établissements tout en portant ses revendications et son projet d'École.

Notre organisation s'engage à construire le rapport de force national pour un plan d'urgence pour l'Éducation avec l'exigence d'un collectif budgétaire. Elle soutient toutes les luttes locales qui s'organisent dans notre secteur. En lien avec l'interpro, elle appelle à la convergence dans toutes les luttes d'opposition aux politiques néolibérales et s'attachera à construire l'unité des forces progressistes (syndicat, association, mouvement social, ...) pour créer un futur juste, écologique, féministe, antiraciste et social.

Dans ce cadre elle s'engage à construire la mobilisation dès à présent, en proposant une véritable campagne de mobilisation pour reconquérir notre protection sociale, les emplois, les services publics avec un calendrier de lutte.

Une telle campagne de mobilisation interprofessionnelle impulsée nationalement devrait être structurée au niveau local autour des nombreux·euses salarié·es et syndicats d'entreprise et d'établissement publics en lutte en lien avec les structures interprofessionnelles (UL, UD), qui sont en mesure de prendre des initiatives sur les bassins d'emploi, et les fédérations.

En ce sens, la CGT Educ'action soutient l'appel des « TUI » pour « l'interdiction des licenciements, contre les suppressions d'emplois et la réforme de l'assurance chômage » le 19 juin.

Dans l'immédiat, la CGT Educ'action appelle à la réussite de la journée de grève des personnels AESH le jeudi 3 juin et à amplifier la mobilisation avec les autres organisations syndicales sur le mot d'ordre "pas de rentrée sans plan d'urgence". Préparons le mouvement de grève de la rentrée scolaire 2021 avec l'exigence de construire un grand service public d'Éducation pour les élèves et les personnels. Contre les divisions et pour gagner, la CGT Educ'action appelle à mettre en œuvre un front du refus et à mettre en perspective l'unification syndicale nécessaire de notre camp.

